



Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée

119-120 (2007)
Migrations Sud-Sud

Fabienne Le Houérou

Migrations Sud-Sud

Les circulations contrariées des migrants vers le monde arabe

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Fabienne Le Houérou, « Migrations Sud-Sud », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], 119-120 | 2007, mis en ligne le 02 mars 2012, consulté le 10 février 2013. URL : <http://remmm.revues.org/4083> ; DOI : 10.4000/remmm.4083

Éditeur : Publications de l'Université de Provence

<http://remmm.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://remmm.revues.org/4083>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

© Tous droits réservés

Fabienne Le Houérou*

Migrations Sud-Sud: les circulations contrariées des migrants vers le monde arabe

Migrer. Se mouvoir, se déplacer est devenu un des signes les plus éloquents de la mondialisation. Que celles-ci se déclinent par le bas (Tarrius, 2002), par le haut, le milieu ou encore par ses marges les mobilités plurielles sud-sud incarnent le nouveau paradigme d'une contre-mondialisation. Celle des circulations contrariées des plus pauvres ou nouveaux parias (Le Houérou, 2004). Depuis deux décennies les trajets linéaires des migrants qui les conduisaient d'une station de départ – (au sud) vers un lieu d'arrivée (au nord) tendent à se modifier pour des trajectoires détournées, circulaires ou en dents de scie, dans une nouvelle logique de parcours sud-sud (Le Houérou, 2004). Désormais les mobilités des personnes épousent les contraintes érigées par les États-nations en s'adaptant à des itinéraires de plus en plus souples et géographiquement marginaux. Les parcours des migrants s'adaptent aux règles frontalières et aux différents terrains géographiques. Les acteurs de la migration sont astreints, pour ces trajets, avant d'atteindre leur destination finale – à effectuer des arrêts fréquents. Ces passages par essence furtifs perdurent et posent de ce fait des problèmes inédits tant aux circulants, qu'aux États traversés et aux sociétés qui les accueillent. Les espaces parcourus ne sont pas exclusivement des sites urbains, les circulants peuvent

* CNRS, Institut de recherche et d'études sur le monde arabe et musulman, Aix-en-Provence.

également créer des bourgs ou réinvestir d'anciens villages sahariens abandonnés. Leurs circulations transforment le territoire franchi. La station, pensée comme transitaire, d'essence éminemment provisoire, tend à se prolonger dans la durée. De nombreuses villes du monde arabe et musulman deviennent ainsi, dans ce processus de globalisation, des villes de transit.

Itinéraires comparés des migrants volontaires et forcés : Les transits obligés dans les villes du monde arabe et musulman

Ces flux traduisent une volonté forte de mise en mobilité de populations de pays en voie de développement et de l'instrumentalisation des outils juridiques internationaux (telle la convention de Genève) par des populations objectivement victimes des différents « fascismes » (au sens pluriel que lui donne Pierre Milza). En effet, jusqu'à la fin des années 1960, seuls les Européens étaient concernés par le statut de réfugié et la convention de Genève, signée en 1951, avait été rédigée par des juristes imprégnés par l'exemplarité de la Shoah. Depuis les indépendances des anciennes colonies, ladite convention – en raison des changements historiques – s'est adressée essentiellement aux pays en voie de développement. La prise de conscience de ce « *turning point* », dans les années 1980, a contribué à inciter la communauté internationale à proposer des réponses aux nouveaux flux en provenance d'autres continents. Les organismes onusiens (HCR, WFP, PAM) ont construit leur compétence dans la gestion de ces flux et sont censés réguler les mouvements anarchiques des circulants des pays les plus pauvres du monde. Remplaçant ainsi progressivement les compétences des États dans le contrôle des mouvements de populations et apportant à des voyageurs illégaux une identité juridique internationale leur ouvrant des droits.

Toutefois avant même la mise en application de cette convention, créant la catégorie juridique du « réfugié », l'Afrique, le Moyen-Orient et le Maghreb n'avaient jamais cessé d'être le théâtre de circulations de toutes natures. Rappelons les voyages pieux des pèlerins musulmans d'Afrique qui ne parvenaient pas jusqu'à La Mecque et, qui, contrariés dans leur périple, finissaient par s'installer sur les territoires traversés, épousant *in fine* la citoyenneté du pays d'accueil. C'est le cas des « *Fellata* » du Soudan qui sont aujourd'hui quelques millions.

Les circulations des opposants politiques deviennent codifiées et le statut de « réfugié » de 1951 permet également de contrôler les mouvements des populations les plus pauvres. Les « stigmatisés », victimes de la violence d'État, deviennent des « déplacés » ou « réfugiés ». Concepts juridiques qui répondent à une exigence de mise en ordre mais qui ne permettent pas de comprendre les logiques des mobilités en acte dans le monde. En effet, les Soudanais du Darfour sont d'abord des *déplacés* au Soudan avant de devenir des *réfugiés* en Égypte (lorsqu'ils passent une frontière ils changent de statut).

Ces notions fabriquées après 1951 nous permettent ainsi de considérer que le rôle coercitif des États ne s'est pas dilué dans un processus d'évanouissement et de progressive déliquescence en face d'une mondialisation insaisissable. En contrepoint des circulations globalisées et des volontés humaines à se déplacer librement demeurent les réalités nationales d'États qui ne sont pas disposés à laisser les frontières sans surveillance. Le Haut Commissariat auprès des Réfugiés (HCR), grâce à des bureaux délocalisés, dans le monde entier, opère une sélection de tous ces migrants forcés: reconnaît à ceux qui relèvent de la convention de Genève le statut de réfugié et rejettent les demandes des migrants économiques. L'objectif étant de s'acheminer vers un transfert de compétence en faveur des États du sud dans la procédure de reconnaissance du statut de réfugié. Aujourd'hui ce sont encore les organismes internationaux qui gèrent les flux des circulants les plus démunis et les plus nombreux de la planète.

Il existe une relation étroite entre l'ouverture de bureaux par le HCR dans certaines cités du monde et des nouvelles fonctions de transit de ces villes rappelant de ce fait la corrélation entre « l'étape forcée » et la mission régulatrice des grands organismes onusiens chargés de la gestion des flux migratoires. Les critiques auxquelles fait face le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (notamment avec la mise en place des *Refugee Studies* dans les universités anglo-saxonnes) démontrent la difficulté de cet organisme à remplir sa mission de protection auprès de ces migrants forcés et la tendance à se transformer en outil dans les mains des Occidentaux qui en sont également les principaux bailleurs de fonds. Le massacre des Soudanais de décembre 2005 illustre de manière malheureuse cette récente évolution. Le HCR avait sollicité directement la police égyptienne pour briser une manifestation organisée par des réfugiés soudanais au Caire. L'intervention des services de sécurité sera l'occasion d'un « carnage » effroyable dont le nombre des victimes demeure un sujet d'ardentes polémiques entre ONG et sources gouvernementales.

L'étape forcée est ainsi une forme de *contrariété imposée* aux migrants, circulants, réfugiés, déplacés, par le contrôle des frontières. Le transit obligatoire se présente ainsi comme le produit même de la difficulté à passer d'un monde à l'autre.

Nomades forcés, migrants forcés, réfugiés, aventuriers, parias: de la difficulté de nommer

Qui sont ces circulants qui poursuivent la route périlleuse à travers les déserts et les mers sur des embarcations de fortune pour atteindre leurs destinations finales? Des migrants économiques, des aventuriers, des réfugiés, des migrants forcés, des nouveaux nomades ou encore des parias?

Toutes ces catégories utilisées – tant par les média que par les chercheurs en sciences humaines – nous rappellent la complexité de nommer. Il est banal depuis les réflexions de Baudrillard de considérer que nommer est souvent le

commencement d'une « idéologisation ». Aussi nous rappellerons, dans une tentative d'inventaire, les différentes définitions en vigueur tant dans la littérature scientifique, juridique que dans les médias et les organismes humanitaires.

Réfugiés : le concept est éminemment juridique. Le réfugié est un circulant qui sollicite un autre État afin d'y trouver un refuge « légal ». La définition est clarifiée par l'article 1-A de la convention de Genève de 1951. Cette réglementation internationale définit le profil de l'opposant politique et reconnaît le réfugié comme un « combattant pour la liberté ».

Le terme aventurier est utilisé par les médias et se retrouve dans les sciences humaines, la littérature géographique évoque parfois le migrant tel un voyageur en quête d'opportunités et, qui, par sa compétence nomade, parvient à traverser les frontières. Il s'agit d'une catégorie proche de celle du migrant économique. La mobilité est l'aboutissement d'une décision volontaire de l'acteur porteur d'un projet, lui-même soutenu par un faisceau d'intérêts. Le migrant économique est présenté, souvent de manière caricaturale, comme un opportuniste qui s'exile par souci de mieux vivre, animé par cette ambition. Le circulant n'est pas en situation de fuite ou de « *sauve qui peut* » ; il poursuit un objectif et dispose d'un agenda de circulations.

La définition de migrant forcé est surtout utilisée par les anglo-saxons, employée plus particulièrement à Oxford par les acteurs de la recherche en sciences sociales, afin d'identifier tous ceux qui sont acculés à l'exil (migrants involontaires) mais qui ne relèvent pas « forcément » juridiquement de la convention de Genève de 1951. Il est question de « la victime absolue » en situation de fuite. Le migrant forcé est en réalité un réfugié (une personne en situation de fuite) mais qui ne répond pas juridiquement à l'article 1 A de la convention de Genève et n'est pas reconnu comme réfugié par le Haut commissariat des Nations Unies. Il s'agit donc des catégories de migrants les plus nombreux : circulants en quête de refuge ayant été débouté du droit d'asile par les bureaux du HCR ; réfugiés sans carte des errants exclus de la reconnaissance juridique ; réfugiés climatiques et victimes d'exactions de droit civil et d'abus de pouvoir ordinaires ne rentrant pas dans l'article 1 A de la convention de Genève sauf cas extraordinaire lorsque le requérant à l'asile présente des sévices particulièrement graves. Le degré de gravité laissant une très grande largesse de manœuvre aux juristes chargés de statuer.

Du migrant forcé au paria

La catégorie de migrant forcé nous renvoie également à une représentation d'un d'alter menaçant (Saïd Haddad) car hors catégorie juridique et exclu d'une légalité de présence sur les territoires où il se trouve. En témoignent les termes inventoriés pour désigner cet Autre différent tel que le terme de « cafard », les sobriquets dévalorisants – *Bongo-Bongo*, *Tatchouka* ou encore *Chocolata* – que l'on peut relever dans les interactions verbales quotidiennes entre migrants et société d'accueil. Ces humiliations sont véhiculées par des images (qui se rap-

portent souvent à des plats cuisinés) paradigmes du refoulement et du déchet. Une icône qui réactualise l'imagerie liée à l'histoire de l'esclavage dans le monde arabe (Le Houérou, 2005).

Au cours de récents travaux sur les réfugiés, en s'inspirant du lumineux travail d'Hannah Arendt sur l'antisémitisme, nous tenterons de nous interroger sur la pertinence de la notion de paria appliquée aux migrants subsahariens. La catégorisation « paria » nous ramène à l'histoire des fascismes et aux effets de l'exclusion fasciste dans la création de groupes stigmatisés. Dans l'œuvre d'Hanna Arendt, l'identifiant paria est introduit à plusieurs reprises. Elle insiste sur la distinction entre le juif de cour et d'exception (par la richesse) et les juifs ordinaires ou parias. Elle cite la définition donnée par Johann Jacob Shudt :

« Cela signifie le bonheur pour quelques uns seulement. Le peuple considéré comme corpo (sic), est partout pourchassé, ne se gouverne pas lui même, est soumis à une domination étranger ; il n'a ni pouvoir, ni dignité et erre par le monde, partout étranger » (Arendt, 2005 : 294).

La représentation du juif tel un paria errant, imaginée par l'antisémitisme classique présente quelques éléments de similitude avec les migrants forcés et les réfugiés de nos mondes contemporains. Le concept de réfugié, né après l'éviction des fascismes, réunit tous ceux qui ont été abusés par ces régimes (juifs, noirs tsiganes, homosexuels, infirmes). Le réfugié n'est-il pas cet invalide sans nationalité qui ne se gouverne plus et qui dépend de la communauté internationale pour bénéficier de l'identité bleue du passeport Nansen (du nom du premier Haut Commissaire pour les Réfugiés) ?

Hanna Arendt soulignait les deux positions extrêmes occupées par les juifs dans les représentations : l'icône du paria s'opposait à celle du parvenu. Nous retrouvons ces mêmes caricatures dans les représentations des réfugiés « pauvres êtres errants ne s'appartenant pas » et « courageux assimilés qui ont réussi leur parcours migratoire après un long périple ». Le paria s'isole et le parvenu s'assimile.

Notons que le terme paria a été utilisé par l'un des informateurs dans la zone informelle d'Arba Wa Nus (quatre et demi). Un quartier marginal en bordure du désert et de la ville du Caire. Un témoin Dinka, issu d'une grande famille de propriétaires terriens du Bar-El Ghazal, synthétisait sa situation de la façon suivante :

« Ici, je suis considéré comme un paria alors que chez moi j'ai un troupeau de vaches qui va de la gare Ramsès jusqu'à « Quatre et demi » ».

La littérature anthropologique nous permet d'effectuer le rapprochement entre juifs d'hier et déplacés d'aujourd'hui. Les perceptions véhiculées par les médias, notamment en Égypte après le massacre de décembre 2005, insistent sur une vision imagétique particulièrement repoussante de l'Autre africain. Des travaux en cours sur les relations complexes entre manifestants soudanais et population égyptienne du quartier de Mohandessen – où se déroulèrent les événements – nous portent à considérer qu'une construction largement fondée

sur la notion irrationnelle de « *saleté* » du Noir est également en train de se diffuser tant dans les cercles populaires que bourgeois parallèlement à une vision du subsaharien comme humain vulnérable à secourir. La construction visuelle élaborée par les télévisions du monde arabe est à cet égard exemplaire : elle oscille entre ces deux représentations opposées.

Aussi lorsque nous utilisons le terme *paria* nous faisons référence aux élaborations qui ont été exprimées sur le terrain égyptien. L'émergence d'un racisme sud-sud ne se limite pas au terrain égyptien et questionne l'ensemble des Suds. La problématique a été étendue à d'autres situations géographiques et sociales. Ces expériences régionales comparées tendent à démontrer que des coexistences nouvelles questionnent les mondes sociaux turcs et maghrébins. Est-ce que ce qui a été observé en Égypte fait sens pour le reste des mondes arabes ?

Les différents auteurs de ce numéro répondent à cette question complexe sans toutefois conclure à un message uniforme. Ils observent la réalité de dynamiques sociétales actuelles de rejets et d'ouvertures en œuvre entre « *aliens* » et « *hosts* » en insistant sur les inventions permanentes de soi et de l'Autre liées aux circulations globalisées que celles-ci soient libres ou contrariées...

Le nomadisme en question

La série d'études proposées dans ce dossier n'envisage pas le terme de nomadisme tel qu'il est entendu par Michel Maffesoli (1997). En effet l'auteur analyse le mouvement telle une pulsion dionysiaque universelle, une errance vitale qui s'inscrit comme un désir d'infini. Une survivance archaïque, antitétique de l'État moderne. Cette définition romantique inspirée par F. Nietzsche essentialise la bohème à un délire poétique en provenance de l'imaginaire d'une élite cosmopolite dont la circulation libre et aisée s'oppose à la mobilité contrariée de réfugiés sans passeport. Les uns jouissent de toutes les révolutions techniques des transports pour une mobilité de confort, les autres sont dans un État de liminalité (« *liminal state* ») et de « *border state* » et bougent dans l'indigence et la dangerosité, contraints de traverser les frontières avec des passeurs.

Le sens donné au nomadisme ne se rapporte pas non plus à celui que donne A. Tarrus dans l'ouvrage collectif publié en 1996 ; l'essai de typologie indiquait « trois situations migratoires fortement différenciantes : errances, diasporas, nomadismes ». D'après cet auteur le diasporique :

« pourrait rapidement se définir comme celui qui d'une part fusionne lieu d'origine et étapes des parcours et d'autre part, tout en restant fidèle aux liens créés dans ses antécédents migratoires, se place en posture d'intégration dans la société qui l'accueille (Tarrus, 1996 : 71-96).

« Le nomadisme pourrait se caractériser, selon les trois ritères que nous avons retenus, par la fidélité à un lieu unique d'origine, la non-spécialisation professionnelle intergénérationnelle, et la mise à distance des perspectives de l'intégration dans la société d'accueil ; ou encore parfois l'instrumentation passagère de la citoyenneté. »

Le sociologue introduisait l'idée que les juifs étaient « essentiellement » diasporiques alors que les arabes « essentiellement » nomades (Tarrius, 1996 : 84). Dans un ouvrage publié en 2002, l'auteur inventorie les compétences du savoir circuler nomade en complexifiant la définition.

« Une des caractéristiques de ces réseaux consiste à ne rien modifier dans l'ordre local, des hiérarchies de valeurs symboliques, éthiques ou foncières. Il s'agit bien là d'une des dimensions du savoir-faire nomade: dessiner et repérer des chemins, instituer des circulations, mais laisser la ville et ses civilités aux sédentaires » (Tarrius: 49).

Le terme nomade utilisé dans ce numéro de la *REMMM* ne se rapporte pas tout à fait à cet univers référentiel. Le mouvement est appréhendé comme trait distinctif biographique momentané. Notre point de vue rejette l'idée d'une « essence nomade de l'être » mais valorise en revanche une vision largement fondée sur la détermination du contexte. Le concept de nomadisme se trouve dans le droit fil des théories développées par Appadurai. L'anthropologue considère comme nomade toute personne en situation de mobilité de manière transitoire ou constante (Appadurai, 2000). L'identité nomade n'est pas « perpétuelle » elle peut être soumise à la discontinuité. Le nomadisme correspond à un moment éphémère ou transitoire de la vie d'un migrant, de son histoire et de son parcours. Nous avons caractérisé le mouvement des Éthiopiens et des Érythréens, en Égypte et au Soudan, par exemple, comme un nomadisme de circonstance. La traversée de l'espace relève de la contrainte et non du divertissement. Cette nécessité ne transforme pas le migrant en réfugié mais insiste sur son identité de circulant.

Les nomades sont des urbains issus des petites villes de l'Éthiopie, pays désormais soumis à une véritable mutation économique et politique. Le nomade est ainsi un électron dont l'itinéraire ne serait pas libre. Au contraire, ce dernier est sommé de tout quitter pour une myriade de motivations.

L'intérêt lexicologique du terme de nomade réside dans la flexibilité du concept; celui-ci n'induit pas une distinction entre le politique et l'économique. Tant dans la réalité migrante la frontière n'existe pas réellement entre les différents domaines: le politique, l'économique, demeurant en dernière analyse, une entité intrinsèquement mêlée pour l'acteur qui migre. Il s'agit d'une distinction instrumentaliste utile au juriste, dans son effort de classification, mais peu pertinente pour les sciences humaines.

Paradoxalement, ces nouveaux nomades, en transit dans les villes du monde arabo-musulman, ou dans les villages du Sahara sont essentiellement des migrants africains d'origine urbaine en opposition aux réfugiés *prima facie* que l'on trouve dans les camps de réfugiés en provenance des mondes ruraux. Le statut de *prima facie* signifie essentiellement la reconnaissance sur la base des circonstances apparentes dans le pays d'origine motivant le déplacement. Les Érythréens qui peuplent les camps de réfugiés au Soudan sont, en grande majorité, des ruraux et de véritables nomades, au sens classique du terme, ils ont été reconnus réfugiés

collectivement en arrivant sur le sol soudanais. Les migrants des centres urbains ont généralement eu des itinéraires plus complexes marqués par des détours et des contournements divers, des parcours hachés en raison même des contraintes imposées par le voyage et le passage des frontières.

Pour Arjun Appadurai, les réfugiés participent également à cet ordre post-national émergent. Les acteurs de la migration globale sont tout autant réfugiés, migrants forcés, aventuriers, parias, opportunistes mais également touristes nouveaux nomades volontaires sexagénaires retraités qui migrent l'hiver dans les pays du Sud et participent d'une circulation généralisée. Citons-le lorsqu'il développe la notion d'*ethnoscape* et évoque cette circulation à grande échelle :

« Les réfugiés, les travailleurs spécialisés des entreprises et des organisations internationales, les touristes, représentent des types très différents de migrants. Mais dans tous les cas, la circulation généralisée est à l'origine de nouveaux référents subjectifs qui rendent plus anachroniques les formes d'identification liées au territoire et à l'État. Réfugiés, touristes, étudiants, travailleurs migrants, tous constituent à leur manière une « transnation » délocalisée ». Considérons le monde des réfugiés, pendant longtemps nous avons vu les problèmes et les organisations de réfugiés comme le rebut de la vie politique, flottant entre les certitudes et les stabilités des États-Nations ; Cela nous empêché de voir les camps de réfugiés, les bureaucraties de réfugiés, les mouvements de secours aux réfugiés, les commissariats aux réfugiés des États-nations et les mouvements philanthropiques transnationaux destinés aux réfugiés, constituent une partie du cadre de l'ordre postnational émergent » (Appadurai, 2001 :18).

Cet ordre « post national émergent » s'opposerait à l'ordre ancien désormais délirant des États-nations. Dans cet esprit nous retrouvons un manichéisme qui rappelle la théorie du *clash des civilisations*. L'approche qui consiste à circonscrire une question par des associations antinomiques, des binômes aux antipodes (comme le tandem ordre/désordre), induit une lecture très simple d'opposition d'un ordre ancien présenté comme un « machin » suranné face à un nouveau désordre travaillé par les forces vitales de courants mondiaux dont les stratégies concourent à détourner les contraintes imposées par les États-nations. Si cela peut être vrai pour les négociants maghrébins entre Belsunce et Marrakech cela n'est pas pertinent pour les réfugiés et les sans papiers. Les uns étant moins soumis aux frontières que les autres. Les plus pauvres de la planète sont assujettis dans leurs mouvements, lorsqu'ils sont parqués dans des camps de réfugiés dans les pays du Sud. Le Tchad, le Soudan, le Kenya et tant d'autres pays d'Afrique nous offrent le spectacle de migrants contrariés dans leur périple vers l'Ouest, cantonnés dans des territoires qui ont été pensés comme des espaces contrariés de la circulation. Ces camps peuvent également apparaître comme des systèmes délocalisés organisés par les États européens, organisés collectivement dans la défense des frontières pour contrôler les flux.

Aussi les circulants dont il est question dans ce numéro sont-ils, à certains égards, des nomades forcés. Nous appréhenderons ces mobilités grâce à neuf articles qui décriront des expériences migratoires distinctes de différentes socié-

tés du sud confrontées à des flux. Des sociétés indirectement sollicitées, par les politiques migratoires des pays du nord pour effectuer une mise en place d'un *containment* à distance (Bigo, 2003).

Les contributions insistent sur la notion d'espace, car ce qui fait sens tant pour le migrant que pour la société hôte qu'il rencontre, c'est la réalité d'un passage (furtif ou durable) sur des territoires géographiques. Ce transit provoque des bouleversements car l'espace traversé est modifié par le passager. Nous interrogerons les territoires en les soumettant à une analyse fine afin de comprendre le nomade lui-même et son mouvement. Nous tenterons de suivre un fil conducteur géographique en passant du Maghreb au Moyen Orient.

Saïd Haddad souligne, dans ce volume de la *REMMM*, le paradoxe de la Libye dans un article qui tente de saisir le rôle « des anciens et nouveaux parias. Des usages des migrations et du transit dans la politique libyenne ». Point traditionnel d'arrivée de flux migratoires sud-sud, la Libye s'insère progressivement depuis une décennie dans les circuits migratoires nord-sud de l'aire méditerranéenne. De pays d'immigration, elle est devenue un pays d'émigration. L'étude des migrations à destination et en provenance de Libye illustre l'interpénétration des espaces relationnels (euroméditerranéen et africain) dans lesquels se meut ce pays ainsi que les usages possibles par un État de la rive sud de la Méditerranée occidentale des questions migratoires.

L'apparition d'une part, dans l'agenda euromaghrébin de ces questions et de ces nouveaux parias que sont les migrants subsahariens, et l'émergence d'autre part, de la Libye – longtemps considérée comme État paria ou voyou (*rogue state*) – comme nouvelle zone de transit sont contemporaines des mutations que connaît la diplomatie et la société de ce pays. Ce faisant, Tripoli est simultanément confrontée au double défi que constitue l'équilibre de sa politique extérieure, notamment en direction de l'Afrique subsaharienne qui craint de faire les frais du nouveau parti pris occidental libyen et à la gestion de ce miroir ambigu que constitue la présence sur son sol d'étrangers si proches et si lointains.

Si la nouvelle donne migratoire et ce nouveau statut de pays de transit peuvent être analysés comme autant de contraintes, ils sont également des opportunités offertes au régime libyen dans sa quête de respectabilité internationale et l'occasion de quitter les marges de l'espace euromaghrébin afin de s'y insérer à son avantage.

Medhi Alioua se tourne vers le Maroc en interrogeant les grandes villes et leur rôle émergent comme espaces de transit et d'étapes de la migration transnationale des Africains subsahariens. Par des descriptions fines des lieux de la migration africaine à Casablanca, Tanger, Rabat, il tente une lecture des nouveaux agencements socio-spatiaux des cohabitations entre migrants de l'intérieur (déplacés) et transmigrants subsahariens, il évoque la fabrique en œuvre d'une sociabilité au cosmopolitisme tranquille. Il souligne une forme de ressemblance accentuée par le voisinage entre migrants d'ici (Marocains) et migrants d'ailleurs subsahariens et la complexité de relations qui oscillent entre rejet et fascination.

Si la migration transnationale des africains subsahariens, migration qui leur fait traverser l'Afrique du sud vers le nord, pays par pays, avec souvent l'espoir de passer en Europe, débute de manière hétéroclite, en terme de lieux, de raisons et de situations, une fois partis de chez eux avec un projet migratoire personnel, ces acteurs se réorganisent collectivement durant les *étapes* qui rythment leur périple. Au cours de ces *moments*, ils se croisent, se « reconnaissent » entre eux et coopèrent car ils créent, peu à peu, une histoire commune, une « aventure ». Le projet migratoire et le mode migratoire se ressemblent et les rassemblent. Une fois le Sahara franchi, les *transmigrants* subsahariens s'ancrent dans les sociétés maghrébines en greffant leurs propres circulations sur celles des locaux. Au Maroc, par exemple, ce sont les populations logées sur des lieux de relégation socioéconomique, les zones populaires périphériques des grandes villes (Rabat, Casablanca ou Tanger) qui affrontent et intègrent les phénomènes liés à la présence, ou au passage ainsi qu'à l'installation plus ou moins temporaire de ces nouveaux venus. Ces quartiers sont façonnés par l'arrivée massive et continue de déplacés de l'intérieur (issus pour la plupart de l'exode rural). Ces territoires périphériques accumulent des formes de mobilités qui se superposent et réunissent des logiques et des stratégies migratoires hétéroclites. Ces dynamiques migratoires nous montrent combien cette *altérité* introduite « par le bas » au Maghreb, par des populations en constante mobilité, agit tant sur les sociétés locales que sur la *ville*.

Dans la zone informelle d'*Arba wa Nus*, au Caire, sera décrite une expérience de mixité de mobilités plurielles opposée à celle observée pour les villes marocaines. En effet, dans ce quartier populaire nous ne rencontrerons pas de cosmopolitisme tranquille mais une violence quotidienne qui caractérise la vie des déplacés de l'intérieur (migrants de Haute Égypte) et réfugiés soudanais. Fabienne Le Houérou y observe les nouvelles formes d'affrontements entre réfugiés soudanais et égyptiens sur un territoire contesté du Caire. L'enquête s'appuie sur un corpus de films et de documents filmés sur les agressions publiques dans la zone informelle de Quatre et demi (*Arba Wa Nus*). Les violences dont sont victimes les Soudanais sont-elles dues à la progression des flux migratoires – en provenance du Sud-Soudan – ou alors les hostilités quotidiennes sont-elles des productions *sui generis* de cet espace irrégulier qui se singularise par l'indigence et le déracinement des populations qui y sont installées ?

Du Caire, nous rejoindrons une autre grande « ville-monde », comparable par son gigantisme, Istanbul, nœud de circulations cosmopolites, qui sera abordée dans deux articles sur le transit des Iraniens et des stratégies de conversions dans le passage de ces migrants à l'Ouest puis d'un troisième article qui explorera les transits maghrébins à Istanbul.

Sebnem Koser Akcapar étudiera les conversions d'une communauté chiite iranienne vers le bahaïsme à Istanbul. Elle explore le caractère transitaire de l'étape forcée à Istanbul et dans d'autres villes de Turquie pour la communauté iranienne. Elle tente de dresser un cadre historique de ce flux du XIX^e siècle à nos jours. L'auteur considère les années 1980 comme un tournant historique pour

les flux migratoires en Turquie. De cette époque datent les migrations en provenance du Moyen Orient (Irak et Iran), de l'ex-Union Soviétique, des Balkans et des Africains. Au sein de ces différents flux, celui des Iraniens est actuellement le plus important. Pour la plupart des demandeurs d'asile, la Turquie est une « porte », une étape, vers l'Europe. L'étude des stratégies de conversions au christianisme demeure un aspect largement négligé au sein des travaux sur les migrations. L'interprétation de Sebnem Koser Akcapar est de comprendre les conversions religieuses en relation avec la volonté des migrants de rentrer dans l'article 1-A de la convention de Genève afin d'obtenir le statut de réfugié. Elles posent la question cruciale du lien entre l'ouverture des bureaux onusiens du HCR et son instrumentalisation par des acteurs de la migration.

Johan Leman développe une vision moins instrumentaliste de la conversion et évoque un franchissement des frontières qui correspondrait également à une traversée spirituelle. La souffrance endurée par la migration, l'exil ou tout simplement le parcours géographique ayant une incidence sur la nature même de la croyance et plus particulièrement sur l'attente du miracle. Il s'attache à une lecture des chants, des danses et des mouvements des corps, pendant les cérémonies religieuses pour conclure sur l'importance de la spiritualité du migrant. La nouvelle religion permet à un être de surmonter une certaine fragilité, de reconquérir une nouvelle vie et à terme la conversion peut également s'apparenter au dépassement d'une liminalité (État de pré-naissance) pour une renaissance (*re-birth*) symbolique. La ville de transit s'apparentant à un relais de sauvetage de l'âme.

Les conversions ne sont pas des exceptions parmi les migrants en transit vers l'Occident. Les Eglises chrétiennes plus particulièrement les Pentecôtistes agissent comme des enclaves dans des pays islamiques. Elles offrent une protection et des perspectives de futur. En bref, elles apportent une forme d'espoir. Le nouvel arrivant s'engage vers une « renaissance ». Fondamentalement, le migrant en transit et la communauté religieuse à laquelle il se convertit, possèdent une vision commune d'un monde transnational. Le converti découvre une nouvelle continuité entre le passé, le présent et le futur. Plus il participe de façon intensive à la vie de son « enclave » chrétienne, plus il se rapproche de son objectif d'origine (la migration vers l'Occident). Il s'agit d'un paradoxe tel qu'il est illustré dans la parabole de Luc 19 h 17. Une référence à une écriture sainte dans un article scientifique exige bien-sûr une explication rationnelle basée sur du matériel concret.

Dans un article sur les transits magrébins à Istanbul Jean-François Pérouse établit le portrait d'une mégapole turque devenue, depuis le début des années 1990, un foyer important, à la fois polarisateur et redistributeur, dans le système complexe des migrations internationales, dont les migrations de transit, des pays pauvres vers les pays riches, constituent une des dimensions les plus saillantes. Dans ce cadre, on s'efforce ici d'examiner le cas des Maghrébins qui, s'ils ne forment pas numériquement le « groupe » le plus en vue, n'en offrent pas moins une configuration intéressante, tant par les types de trajectoires qui les conduisent

à Istanbul que par les stratégies de survie et de « faire communauté » dans la métropole, que par les modalités de sortie vers les horizons convoités. On insiste ici sur les diverses modalités de transit, la prégnance des identités nationales, l'efficacité irremplaçable des liens familiaux, la faible insertion dans le marché du travail métropolitain et les redéfinitions des rapports de genre occasionnées.

Au Liban, avec Kamel Dorai nous découvrirons des réfugiés dans la ville : Palestiniens et Soudanais à Beyrouth. Pays d'émigration, le Liban connaît depuis la fin de la guerre au début des années 1990 une immigration croissante venue tant de pays arabes proches que de contrées plus lointaines comme l'Afrique ou l'Asie du Sud-Est. Aux côtés de ces nouveaux migrants, on note l'arrivée significative de réfugiés et demandeurs d'asiles, essentiellement venus d'Irak et du Soudan, deux pays marqués par des conflits qui s'installent dans la durée. Ces réfugiés, auxquels il faut associer les Palestiniens présents au Liban depuis 1948, peuvent servir de trame pour une réflexion sur les nouvelles formes de migrations Sud-Sud qui se développent au Moyen-Orient depuis les années 1990, qui mêlent migrations forcées et volontaires, recherche d'asile et quête d'emploi. En s'intéressant aux espaces de transit, ainsi qu'aux logiques d'inscription de ces populations dans leurs espaces d'accueil, de nouvelles perspectives de compréhension des migrations d'asile au Moyen-Orient se profilent.

Le cas israélien exploré par William Berthomière apporte une analyse fine des impacts de ces circulations émergentes Sud-Sud dans les processus identitaires et l'interrogation sur soi qu'impose l'arrivée de nouveaux flux. Aujourd'hui, la dynamique des migrations Sud-Sud dans ses relations avec les logiques migratoires du « Nord » a fait émerger des espaces géographiques qui se découvrent un rôle intermédiaire dans le système migratoire international. Sans être qualifiés de nouveaux pays d'immigration du fait de la dimension septentrionale que véhicule cette dénomination, de nombreux États composent désormais les marches migratoires des grands espaces économiques contemporains. La Méditerranée est l'une de ces marches migratoires. Du détroit de Gibraltar au Bosphore, les circulations migratoires, d'intensité variable à la fois dans le temps et selon les groupes migrants considérés, tissent les réseaux d'une mondialisation par le bas où la quête des possibles et la recherche constante des opportunités demeurent le matériau principal. L'ensemble de ces dynamiques sociales est productrice d'un continuum territorial qui lie inextricablement nord et sud dans des pratiques aujourd'hui rassemblées sous le terme de transnationalisme. À ce modèle de sociétés vient faire résistance le modèle État-nation qui se trouve inévitablement mis en question face à la modification des échelles de références tant géographiques que temporelles qu'entraînent la mondialisation.

Dans ce contexte, choisir le cas israélien comme espace d'analyses revêt deux avantages presque antinomiques : d'une part, la question de l'identité, sous-jacente dans ces problématiques, est de fait mise en saillance par la forte imbrication des espaces du politique et de l'identitaire en Israël (Kemp, 2004a) ; d'autre part, la lame de fond que compose l'économie post-fordiste est ici appréhendée dans sa capacité à transcender les particularismes nationaux par l'inexorable glacia-

social qu'elle étend à l'échelle du globe. L'objectif poursuivi dans cet article dédié aux nouvelles migrations en Israël réside donc dans la critique des modalités du changement social issu de la recomposition du régime migratoire israélien ainsi que sur les modalités de la production scientifique sur cette question.

Enfin la contribution de Jean-Robert Henry rappellera, à l'heure de l'Europe géostratégique, la permanence et la réalité d'un espace humain méditerranéen. D'une rive à l'autre de la Méditerranée, certains circulent plus librement que d'autres et l'auteur s'interroge sur les risques de construire une Europe politique sécuritaire qui s'érige en forteresse contre ses voisins. Il interroge la notion de voisinage une catégorie que les sciences humaines utilisent de manière trop systématique. Le voisinage en question souligne l'ambiguïté du discours sur la Méditerranée. L'auteur abordera les notions de risque en ce qui concerne la pluralité des cultures méditerranéennes en insistant sur la frontière humaine qui tend à devenir une fracture entre une grande Suisse continentale repliée sur elle-même marquant de manière plus déterminée tout ce qui la sépare de ses voisins du sud. Il invite en conclusion les Européens à réfléchir sur la valeur réelle d'une utopie fondatrice en ouvrant l'espace européen sur un espace de cohabitation plus riche en interaction réelle avec les sociétés du sud de la Méditerranée. En ce sens, l'utopie universaliste ne se limite pas à une rêverie inopérante car elle rejoint des réalités humaines incontournables auxquelles les acteurs politiques devront faire face de toute manière. Le projet européen est-il durable escamoté de sa dimension maghrébine?

Le questionnement commun – qui se profile derrière toutes les analyses présentées dans ce numéro – rappelle la cruelle évidence du défi d'humanisation de la mondialisation.

Par le bas, le haut ou la marge, les migrants, en marche, sont acculés à des stratégies migratoires toujours plus inhumaines et interrogent, à terme, les institutions européennes et les futures relations de nos sociétés avec le Sud.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- APPADURAI A., 2001, *Après le colonialisme*, Paris, Payot, 322 p.
- 2000, *Savoir, Circulation et Biographies Collectives in Intellectuels en diaspora et théories nomades*, *L'Homme* 156, <http://l'homme.revue.org/document/78.html>.
- ARENDT H., 2005, *Les origines du totalitarisme*, Eichmann à Jerusalem, Paris, Quarto Gallimard, 479 p.
- MAFFESOLI M., 1997, *Du nomadisme, Vagabondages initiatiques*, Paris, Livres poche, 190 p.
- MILZA P., 1985, *Les fascismes*, Paris, Imprimerie Nationale.
- TARRIUS A., 1996, *Arabes de France dans l'économie souterraine mondiale*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- 2002, *La mondialisation par le bas*, Paris, Balland, 168 p.